

NOUREDDINE BEDOUI :

«On doit tous se mobiliser pour faire face à toutes les menaces»

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a clôturé hier son périple dans la wilaya de Guelma par une rencontre avec la société civile.

Pour lui, le pays doit se mobiliser pour faire face à toutes les menaces «l'Algérie doit prendre toutes les mesures et toutes les précautions possibles pour assurer sa sécurité en raison de la vulnérabilité et de l'instabilité politique qui règnent dans certains pays voisins», déclare M. Bedoui, lors de l'inauguration de la sixième Sûreté urbaine de Guelma. Et d'enchaîner devant la société civile «pas de marge de manœuvre, la sécurité du citoyen et la stabilité du pays sont aujourd'hui prioritaires, 2017 sera donc marquée par une stratégie particulière de prévention du risque terroriste».

Il n'a pas manqué d'appeler de

Guelma les Algériens «à la mobilisation pour faire échec aux tentatives de déstabilisation, pour préserver les acquis obtenus grâce à d'énormes efforts consentis durant de longues années».

Il a également appelé toutes les composantes de la société civile à être prudentes et vigilantes pour «contrer les détracteurs, qui exploitent les souffrances des citoyens vulnérables» et soutenir tous les efforts consentis par les services de sécurité, avec à leur tête l'Armée nationale populaire. «La citoyenneté n'est pas uniquement un droit de revendiquer ou de formuler des préoccupations, elle se définit aussi comme une par-

ticipation au quotidien de la cité», a insisté le ministre dans son intervention devant le mouvement associatif, au cours de sa visite de travail dans la wilaya de Guelma. «Le citoyen a donc aujourd'hui un rôle essentiel à jouer, qui prend tout son sens avec sa contribution au développement et à l'amélioration du cadre de vie des riverains», a-t-il déclaré devant l'assistance.

Le ministre de l'Intérieur a insisté sur l'attitude positive individuelle des citoyens «qui contribue à faire évoluer la société». «Je suis convaincu qu'on a les moyens pour atteindre ensemble notre objectif et déjouer toutes les tentatives de déstabilisation», déclare-t-il. Et de poursuivre «c'est à ce moment que le citoyen apporte sa contribution majeure à la société. En participant activement à la vie de la cité, mais

aussi en faisant valoir son point de vue avec civisme».

Au cours de cette rencontre avec les Guelmis, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales s'est étalé sur les prochaines législatives. «Ces élections parlementaires vont incontestablement se dérouler dans une totale neutralité, grâce aux deux nouvelles lois organiques qui garantiront le bon déroulement de ces échéances sous le contrôle d'une commission indépendante de surveillance et de toutes les institutions de l'État», déclare Noureddine Bedoui.

Enfin le ministre de l'Intérieur s'est montré très satisfait de l'état d'avancement du programme relevant de son secteur dans cette wilaya.

Lors de sa visite d'inspection dans plusieurs services de l'état civil, Monsieur Bedoui a reconnu en pré-

sence de Madame le wali que Guelma figure parmi les wilayas les plus avancées, notamment en matière de modernisation de l'administration, de promotion de l'investissement..., «je tiens à reconnaître le dévouement des autorités locales avec à leur tête Madame le Wali de Guelma qui ont joué un rôle important dans l'amélioration de la situation, notamment dans le cadre du relogement des citoyens».

Noureddine Guergour

NORDINE AÏT
HAMOUDA :

«La sagesse et la clairvoyance doivent l'emporter»

S'il demeure que la contestation par voie pacifique est légitime, la dérive vers la violence incontrôlable doit nous interpeller à plus d'un titre.

Le pouvoir, seul responsable du marasme social, ne doit pas répondre par la répression à des revendications légitimes. Le pourrissement et la confusion constituent la matrice et la synergie de ceux qui continuent à biaiser le destin national.

Dans un contexte régional et international instable et en ces périodes de mutations et de tiraillements, la sagesse et la clairvoyance doivent l'emporter afin de préserver notre jeunesse et notre région des lendemains incertains.

C'est pourquoi, j'appelle tous mes frères à la vigilance, dont ils ont toujours fait preuve, et à ne pas répondre aux provocations qui tendent à pervertir l'esprit et l'essence de la lutte pacifique qui a constitué la force de notre combat.

Puisse ce nouvel an nous apporter paix et prospérité.

Nordine Aït Hamouda

BORDJ-MENAIËL, LES ISSERS ET DELLYS

Second jour de grève des commerçants

Les commerçants des communes de Bordj-Menaïel, des Issers et de Dellys dans la wilaya de Boumerdès observaient, hier, leur second jour de grève pour dénoncer les dispositifs de la loi des finances 2017.

Le taux de suivi varie d'une commune à une autre et d'un quartier à un autre. Il aurait atteint 80% dans certaines localités.

Aux Issers aucun commerce, y compris les bou-

langeries, n'était ouvert hier matin. «Grand nombre de citoyens des Issers sont rassemblés en groupes comme s'ils attendaient que quelque chose se passe», dira une source.

Toujours dans la matinée d'hier, il n'y avait aucun fait majeur qui mérite d'être souligné sauf que les services de sécurité étaient sur le qui-vive.

En effet, la veille (lundi), quelques escarmouches ont mis en confrontation des jeunes de la commune de Laâziv et les policiers de ladite localité. Les manifestants ont lancé des pierres contre le commissariat. Une dizaine d'individus ou plutôt des

adolescents, rappellent nos sources, ont été arrêtés par la police mais vite relâchés. Au premier jour, cette grève avait eu un grand succès à Bordj-Menaïel notamment. «C'est du jamais vu. Tous les commerçants de Bordj, y compris ceux des localités reculées ont baissé leurs rideaux», nous dira au téléphone un citoyen de la localité.

Il est vrai que le climat social délétère de ces derniers jours et un peu la crainte de représailles ont participé au succès de cette action dont les meneurs restent virtuels.

Abachi L.

M'SILA

Protestation pour revalorisation des prix de transport à Hammam-Dhalaâ

Des dizaines de citoyens de la petite et paisible ville de Hammam-Dhalaâ, située à 30 km au nord du chef-lieu de la wilaya, ont protesté contre l'augmentation des prix de transport des voyageurs au niveau de la ligne entre cette ville, connue pour sa station thermale, et la ville de

M'sila, bloquant ainsi la RN 60.

Les protestataires ont eu recours à ce mouvement suite à une élévation du prix du transport qui a augmenté de 10 DA, le prix initial était de 40 DA, pour le fixer à 50 DA. Les transporteurs expliquent cette hausse par l'augmenta-

tion des prix des carburants, comme le stipule la loi de finances 2017.

La Direction des transports de la wilaya a organisé, tôt hier matin, une réunion avec ces transporteurs en vue de les informer que cette nouvelle mesure des prix élevés entreprise est illégale et que la direction n'a rien

reçu comme directive stipulant l'augmentation des prix dans ce sens. De leur côté, les transporteurs ont observé un arrêt de leur activité en signe de protestation pour refus des autorités de cette majoration des prix de transport des voyageurs.

A. Laïdi

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le PT et le parti des Avant-gardes des libertés, les derniers à se prononcer

Ils ne sont que deux partis à ne s'être pas encore prononcés officiellement à l'égard des prochaines élections législatives, ceci même si l'un est beaucoup plus tenté par le boycott et l'autre devra y prendre part.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Il s'agit du Parti des Avant-gardes des libertés et du Parti des travailleurs dont les comités centraux devront trancher la question lors de sessions ordinaires, respectivement le 7 et le 13 janvier courant.

Pour ce qui concerne le parti que préside l'ancien chef de gouvernement, Ali Benflis, l'option du boycott semble la plus plausible, à se fier seulement à ses toutes dernières déclarations publiques qui ne laissent pas de place au doute quant à une bouderie, rejoignant ainsi Jil Jadid, le seul parti à avoir signifié le boycott du scrutin prévu au printemps prochain.

Certes, le candidat malheureux aux élections présidentielles d'avril 2004 et 2014 prend le minutieux soin de dire que la consultation à ce sujet

est lancée depuis des semaines au sein de la base du parti dont la synthèse sera proposée aux membres du comité central samedi prochain pour leur servir de socle à leur prise de décision finale. Mais Benflis ne manque jamais, dans ses dernières sorties publiques, de maintenir son constat sur la situation politique du pays faite d'une vacance du pouvoir des suites de l'illégitimité des institutions, à commencer par celle de la présidence de la République.

Ceci a contrario de ses autres pairs de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition, exception faite du parti que préside Soufiane Djillali qui en avait claqué la porte, qui ont tous mis de l'eau dans leur vin, en décidant de prendre part à ces élections, pour, expliquent-ils, «ne pas tomber dans le piège du

boycott que leur tend le pouvoir qui, cette fois-ci, selon eux, n'aurait pas besoin d'une quelconque caution».

Car pour le parti des Avant-gardes des libertés, décider de prendre part aux prochaines élections législatives serait synonyme de reconnaissance implicite d'institutions «illégitimes» car issues de «la fraude». Mais la véritable raison de cette option du boycott réside dans la crainte pour Benflis, de «perdre» le capital populaire engrangé lors de la dernière élection présidentielle avec la moisson de plus d'un million de voix glanées en dépit de la fraude massive qui l'a émaillée et qui a fait, d'ailleurs, l'objet d'un livre blanc. «Je crois que la messe est dite et que les jeux sont faits. Le système politique en place répète ses mauvais choix et poursuit sa fuite en avant. Il sait pertinemment que la fin de la tricherie politique et de la fraude électorale signifierait, du même coup, sa propre fin. La tricherie politique et la fraude électorale sont vitales pour sa survie et il ne le

sait que trop bien qu'il ne peut y renoncer.», disait le président du parti des Avant-gardes des libertés dans l'une des ses dernières sorties publiques qui ne laisse pas de place au doute quant à l'option du boycott. Un choix qui ne manquera pas de déplaire à de larges pans de la base, parmi, notamment, les arrivistes d'autres partis, notamment ceux venant de l'ex-parti unique pour qui la politique de la chaise vide relève d'une pratique «impie» et la participation comme une «seconde nature».

Le second parti qui maintient encore un semblant de suspense est le PT. Basant sa stratégie sur un soutien critique cher à l'ex-PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste), le parti que dirige de main de maître Louisa Hanoune critique l'action de membres du gouvernement tout en ménageant son chef. Combien de fois, en effet, n'a-t-elle pas exigé le renvoi de membres de l'équipe à Sellal qu'elle accuse ouvertement de «travailler pour le compte de ce qu'elle appelle la «minorité oligar-

chique qui menace jusqu'à l'existence même de l'Etat et de la Nation». Mais en prenant, à chaque fois, le soin d'épargner le Premier ministre dans une démarche similaire concernant le président de la République dont elle ne cesse de dénoncer vigoureusement l'entourage.

Ceci même si, à des moments précis, Hanoune a «osé» s'interroger quant à celui qui décide, parlant même d'un pouvoir parallèle, rejoignant indirectement Benflis qui, lui, parle de «déplacement et de multiplication des centres de décision»

Ceci dit, la position du PT à l'égard des prochaines élections législatives, qui ne saurait être autre que la participation, sera formellement tranchée le 13 janvier courant à l'occasion d'une session du comité central du parti. Une temporisation que la direction du parti justifie par le fait que cette élection ne constitue pas une priorité, l'urgence étant la situation économique du pays.

M. K.